

*ROYAUME DU MAROC  
PREMIER MINISTRE  
MINISTERE DE LA PREVISION  
ECONOMIQUE ET DU PLAN*

*COMMISSION SUPERIEURE DE LA POPULATION*

*Approche multisectorielle  
de la politique de population*

*CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES  
DEMOGRAPHIQUES*

*SECRETARIAT TECHNIQUE*

## *Préface*

L'élaboration et l'exécution d'une approche multisectorielle des politiques de population se heurte à une série de difficultés, analytiques, statistiques et institutionnelles.

Les progrès de l'analyse des relations entre les variables économiques, les variables sociologiques et démographiques, s'ils ont permis de resituer la démarche dans un cadre théorique cohérent, n'ont pas pour autant reçu de vérification empirique robuste. L'impact réciproque des variables économiques et des variables socio-démographiques est bien établi. Mais le débat reste ouvert sur l'identification des variables et des cheminements critiques et l'importance quantitative des effets. En revanche, on s'accorde généralement à considérer que les facteurs institutionnels sont décisifs dans l'«intermédiation» entre les deux séries de variables, et qui peuvent conduire à atténuer ou à accentuer sensiblement les effets.

La deuxième difficulté tient à la différence d'horizon temporel entre les modélisations économiques et les modélisations socio-démographiques. Le problème n'est pas nouveau, mais il s'est aggravé par la tendance à l'abandon des modèles macro-économiques à long terme au profit des modèles d'équilibre général calculable, évolution qui est en parallèle avec la mise en place des politiques d'ajustement et l'évanescence de la planification, fut-elle indicative. Il n'y a pas actuellement de modèle disponible qui pourrait être calibré à partir des données spécifiques à un pays, et cela est vrai au Maroc comme ailleurs.

S'agissant du Maroc, le retour à une certaine planification, la politique de décentralisation, la nouvelle organisation de la Commission Supérieure de la Population, le nouveau statut du CERED en tant que secrétariat technique de la Commission Supérieure de la Population et le

renforcement de sa capacité technique et de ses fonctions de coordination soulignent la nécessité d'une vision globale et la rend possible.

Une dernière difficulté tient aux données disponibles, à leur qualité, leur périodicité, leur degré de désagrégation, leur couverture géographique. Toutefois les données requises pour l'analyse des interrelations des facteurs démographiques, économiques et sociaux font rarement partie des données courantes produites par les instituts de statistique, et nécessitent des enquêtes spécifiques qui prennent en compte les variables pertinentes suggérées par la théorie.

Cet ouvrage qui traite de «L'approche multisectorielle de la politique de population» part des caractéristiques de la société marocaine dont elle rappelle les niveaux et tendances des indicateurs démographiques pour aborder ensuite la problématique de l'approche multisectorielle.

Il relève que la transition démographique est déjà amorcée malgré la persistance de grandes disparités. La population marocaine qui comptera environ 28,5 millions de personnes en l'an 2000 sera essentiellement jeune et à majorité urbaine. la fécondité est partout en baisse, elle est soutenue par un recul de l'âge au premier mariage et par une extension de la pratique contraceptive. Cette réduction est allée de pair avec une réduction prononcée de la mortalité particulièrement aux jeunes âges jeunes. Toutefois, la fécondité rurale encore élevée, et des disparités en matière de mortalité selon le sexe, le milieu et les régions qui restent préoccupantes. Les conséquences de cette baisse concomitante de la fécondité et de la mortalité, se manifestent par une diminution du taux d'accroissement annuel qui passe d'un maximum de 2,6% enregistré sur la période 1971-82 à environ 1,7% par an actuellement.

En matière de migration internationale, on note de profonds changements qui ont eu des incidences sur l'emploi, les ressources des ménages, la capacité de financement des exportations et le changement social. Compte tenu de cette évolution, il faut s'attendre à ce que ces changements affectent les transferts envoyés par les migrants dont les effets ne tarderont pas à se manifester.

L'évolution et les disparités que connaît la société marocaine renvoient à une série de facteurs interdépendants qui incitent à adopter une approche multisectorielle de la politique de population, dont l'objectif est d'expliquer les interactions entre les composantes démographiques, économiques, sociales et culturelles pour déboucher sur modalités d'intervention appropriées et coordonnées.

Cette nécessité d'une approche multisectorielle découle des inquiétudes que suscitent les perspectives démographiques qu'il s'agisse de la scolarisation, de la demande d'emploi, de la santé, des besoins en eau. D'ailleurs la note d'orientation du plan souligne, parmi «les principales insuffisances» qui sont en étroite relation avec les évolutions démographiques, la faiblesse de l'épargne et de l'investissement, la faiblesse des indicateurs sociaux et l'importance des inégalités parmi lesquelles il est fait mention de la situation sanitaire, de la scolarisation et de l'emploi et des inégalités spatiales.

Les données des enquêtes permettent de repérer les facteurs explicatifs et d'en mesurer l'incidence. Toutefois, la mise en évidence des interactions sectorielles et la mesure de leur incidence doit être élargie à l'échelle régionale et au niveau agrégé pour comprendre l'impact global de ces interactions. Ceci, doit se traduire par la mise en place des indicateurs de suivi.

Les analyses des interactions, entre le développement et les caractéristiques démographiques, montrent que l'éducation est un facteur critique. L'éducation et l'éradication de l'analphabétisme

doivent constituer un objectif en soi en raison de leur influence sur les comportements reproducteurs, l'état de santé et la mortalité, l'emploi, la qualification et le niveau des revenus.

En matière de santé, le passage de la planification familiale à la santé reproductive, a constitué une étape importante de la définition et de la mise en œuvre d'une politique de population multisectorielle. La problématique de la santé ne peut être isolée de son contexte économique, social et culturel et toute mesure n'a de chances d'aboutir que si elle est conduite dans une approche participative.

En ce qui concerne le volet emploi, la phase avancée de la transition démographique, se caractérise par l'arrivée sur le marché du travail des générations nombreuses et par un chômage urbain élevé qui est attribué à l'effet différé d'une croissance démographique élevée. Cependant, cet argument est réducteur et trompeur, car il ignore purement et simplement l'interaction des facteurs d'offre et de demande de travail, les conditions de fonctionnement et les caractéristiques du marché du travail, les déterminants de l'investissement.

Dans la définition et la mise en œuvre d'une politique intégrée de population, l'emploi constitue la pierre angulaire. Le facteur travail est un élément essentiel de la croissance économique; occuper un emploi stable, avoir une rémunération en rapport avec la productivité, assurer un revenu décent et régulier, conditionne dans une économie de marché, la mise en œuvre d'une politique intégrée de population.

L'amélioration de la situation d'emploi urbain repose sur l'accélération de la croissance économique, les politiques d'emploi et d'organisation du marché du travail et une modification des anticipations des offreurs et des demandeurs de travail.

Compte tenu de la croissance de la population en âge d'activité, on ne peut espérer un équilibre sur le marché du travail sans une croissance économique forte. En effet on ne peut envisager un taux de croissance économique élevé et régulier sans augmentation de la part des secteurs non agricoles alors que, compte tenu des avantages comparatifs de l'économie marocaine, l'ouverture extérieure devrait bénéficier principalement à l'agriculture au détriment de certains secteurs de main-d'œuvre comme le textile.

Ce changement réclame une qualification de main-d'œuvre et du taux d'épargne nationale. La mobilité et la flexibilité bien comprises mettent en jeu non seulement les comportements d'offre des travailleurs mais aussi de demande des entreprises. Elles ne se réduisent pas à une flexibilité de l'embauche et des salaires. Elles supposent la création d'emplois salariés stables, plus qualifiés, rémunérés en fonction de leur productivité, avec une couverture sociale qui s'ajuste au degré de développement économique du pays. Cela implique des modifications des règles juridiques et du cadre institutionnel mais aussi une efficacité accrue de la gestion des entreprises.

La croissance économique n'est pas synonyme de réduction des disparités, surtout pour les femmes, et il s'avère nécessaire d'ajouter à la politique de l'emploi et des revenus des volets spécifiques visant à briser le cercle vicieux des inégalités.

La question de la condition de la femme et de sa participation, surtout en milieu rural, en tant qu'acteur et bénéficiaire du développement, revêt une dimension essentielle dans les politiques de population. L'attention spécifique portée à la condition de la femme se justifie par le retard manifeste par rapport aux hommes, mais aussi au regard du niveau de développement du pays. La contribution des femmes est double, elles assurent pour l'essentiel les travaux

domestiques, tout en participant de façon significative aux activités «productives». Il s'agit donc moins d'un problème de redistribution que d'une question de simple justice et d'efficacité.

Ce retard des femmes constitue une preuve des limites des politiques sectorielles et de la nécessité d'une politique de population intégrée. L'analyse des inégalités observées conduit à un ensemble de facteurs interdépendants qui englobent la division des tâches dans le ménage, les contraintes matérielles et environnementales, l'insuffisance et le faible degré de contrôle des ressources, les obstacles culturels et les discriminations du statut personnel des femmes.

La mise en évidence du caractère décisif de l'éducation dans les comportements des ménages et des individus illustre l'importance qui devrait être accordée aux activités d'information, d'éducation et de communication (IEC).

Ces activités visent à intégrer les études démographiques à l'éducation en matière de population, afin de sensibiliser toutes les couches de la population aux questions liées à la population et au développement durable; d'encourager l'adoption des comportements responsables; d'aider les couples et les individus à décider librement et de façon responsable en matière de planification familiale; et d'assurer l'engagement politique du gouvernement en matière de développement durable.

Les stratégies d'IEC se heurtent dans leur mise en œuvre à l'analphabétisme et les supports didactiques traditionnels se révèlent inopérants d'où la nécessité de recourir à la communication audiovisuelle et interpersonnelle. La télévision et la radio peuvent constituer des supports efficaces et les procédures interactives de

communication interpersonnelle, bien acceptées et relativement peu coûteuses, permettent aussi d'atteindre une large audience.

L'IEC est sans doute l'une des activités où le rôle des ONG doit être renforcé, d'autant plus que l'Etat a été amené à se désengager de certains secteurs sociaux dans la perspective d'un retour au marché et que l'appui apporté par les organisations internationales ou des pays étrangers est susceptible d'être réduit à l'avenir.

Cette synthèse est le résultat de cinq études qui même si elles ne font pas le lien entre les différents facteurs relatifs à un thème déterminé, ont l'avantage de tenir compte de ceux qui sont déterminants.

L'étude sur « Les relations entre la croissance démographique et le développement économique au Maroc » aborde en premier lieu le concept de développement, qui fait appel, tour à tour, à la « croissance économique » et au « développement économique », alors qu'une distinction les sépare. Le « développement économique » suppose une implication des habitants dans le processus de la croissance économique, cette participation implique aussi la prise de part aux fruits du développement et à la production, alors que le développement est la finalité principale du développement économique, car elle vise à rendre les citoyens plus conscients de leurs capacités créatives, à leur épanouissement sans omettre leurs conditions de vie.

La deuxième étude « formation, emploi et insertion dans la vie active », tente d'apporter un éclairage sur certains aspects relatifs à l'insertion des diplômés dans le marché de l'emploi. La demande additionnelle, en matière d'emploi est estimée à près de 300 mille entre 1998 et 2010. Alors que les créations d'emploi ne couvrent que les deux tiers des besoins dans un contexte de marasme économique. Le chômage des diplômés pourrait dépasser les trois-quarts de la population active en chômage, en milieu urbain. Ainsi, la relation



éducation-formation-emploi suscite un intérêt particulier (travaux du CNJA, la Commission de Réforme du Système Educatif, Stratégie nationale de l'emploi) où l'insertion des diplômés chômeurs tient une place de choix.

L'étude sur «l'IEC et population : Réalisations, limites et perspectives de développement» constate que la population - considérée sous l'angle de ses rapports avec les facteurs démographiques, économiques et sociaux- est une variable endogène dans toute politique de développement durable. Elle signale aussi que l'existence et la persistance de graves problèmes démographiques, économiques, environnementaux et sociaux est de nature à exacerber la détérioration de la qualité de la vie et du bien être de la population. D'où le rôle primordial que joue l'éducation dans l'amélioration des conditions de vie de la population; les liens entre l'éducation et les variables démographiques ne sont plus à démontrer, et toute maîtrise des variables démographiques passe nécessairement par l'éducation de la population.

L'étude sur « la santé de la reproduction dans la politique de population au Maroc » note l'étendue du champ d'activité des services de la santé de la reproduction, qui englobe les aspects qui concernent la santé de la mère et de l'enfant et ceux qui intéressent la santé des individus de tous âges et l'état sanitaire de la collectivité dans son ensemble. Au cours des 20 dernières années, on a enregistré une amélioration importante de la santé de la population marocaine, cependant, la mortalité néonatale et la mortalité maternelle demeurent un problème majeur de santé.

La dernière étude consacrée aux « aspects démographiques et socioculturels des facteurs de risque pour la santé de la population » aborde les facteurs de risque pour la santé de la population à travers la mise en évidence des différences en santé et mortalité entre les couches

sociales, en identifiant les inégalités sociales et la recherche des causes de ces différences par le recueil d'informations permettant de mesurer le niveau de santé et l'appartenance sociale des individus.